



Société Française de  
Finances Publiques

Mai 2020  
n° 25  
Troisième année

## *Billet bibliographique*



En cette période de confinement COVID19 et compte-tenu des difficultés pour suivre les publications en raison de la fermeture des bibliothèques publiques, ce *Billet* fait l'objet d'une large diffusion, au-delà des membres de la SFFP, afin de permettre une large diffusion des informations.

### « Dans nos bibliothèques au mois d'avril 2020 »

*Ce Billet bibliographique mensuel est destiné à faire connaître les références des publications récentes en finances publiques et droit fiscal (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en avril 2020). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues), soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

### INFOS

Le colloque SFFP-SFDI sur les finances des organisations internationales prévu le 26 juin est repoussé et sera organisé sous une forme différente. Sont aussi repoussés l'atelier des doctorants et l'Assemblée générale de la SFFP qui devaient se dérouler la veille.

Le colloque « Les mythes en droit public financier » prévu initialement le 15 mai à Grenoble est repoussé au mois d'octobre 2020.

La séance du Séminaire itinérant 2020 de la SFFP prévue le 27 mars à Nice sur « Intelligence artificielle et finances publiques » est repoussée en septembre ou octobre 2020.

## Ouvrage

\* SÈGO Pierrot, *La décision financière publique en Afrique de l'ouest*, Harmattan Sénégal, (avril) 2020, 544 p., préface de Michel BOUVIER et postface de Nicaise MÉDÉ

## Articles

### A signaler

- Articles en lien avec la crise sanitaire et le covid-19... si vous n'en pouvez plus, vous êtes prévenus : évitez les points rouges

- Dossier « La fiscalité locale : regards comparatifs », actes du colloque de Lyon du 10 octobre 2019, *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2

- AYRAULT Ludovic, « Le principe d'égalité en matière fiscale », *Titre VII* (revue en ligne du Conseil constitutionnel), n° 4, avril 2020 :

<https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/le-principe-d-egalite-en-matiere-fiscale>

- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel et TERRASSE Yves, « Repères: sur la gestion et les finances publiques en janvier 2020 », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 133

- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel et TERRASSE Yves, « Repères: sur la gestion et les finances publiques en février 2020 », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 142

- BERCHEBRU Benoît, « Coronavirus : des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises et les entrepreneurs individuels », *Petites affiches*, 6 avril 2020, n° 69, p. 6

- BOUDET Jean-François, « Brèves réflexions sur l'indépendance des banques centrales », *Revue générale du droit* (article en ligne le 21 avril 2020) :

<https://www.revuegeneraledudroit.eu/blog/2020/04/21/breves-reflexions-sur-lindependance-des-banques-centrales/>

- CAMATTA Victor, ROCH Pierre-Marie et VALLERIE Ronan, « Coronavirus : l'aménagement des délais de la procédure fiscale », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 221

- CATTEAU Damien, « La fin du mythe de l'autonomie fiscale et financière, vers une responsabilisation ? » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 13

- CAVALIER Georges, « La fiscalité locale : regards comparatifs, simple évolution ou véritable révolution ? Propos introductifs » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 8

- CENAC Pierre et GUILLOIS Cécile, « La place de la dette bancaire dans la détention d'un bien immobilier », *La revue fiscale du patrimoine*, 2020, n° 4, p. 17

● CIAVALDINI Karin, « Présomption de distribution : en cas de pluralité de rectifications rendant le résultat bénéficiaire, celles ne révélant aucun désinvestissement doivent être neutralisées » (concl. sur CE, 19 décembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 232

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039648666&fastReqId=860547737&fastPos=1>

● COIN Raphaël, « La crise sanitaire actuelle va affecter la stratégie fiscale des entreprises... la question est comment », *JCP, éd. E*, 2020 (23 avril, n° 17), n° 1182, p. 46 et *Revue de droit fiscal*, 2020, n° 15-16 (9 avril 2020), ap. rapide, p. 3

● COLLIOT Julie, « Le régime fiscal de la prestation compensatoire mixte inconstitutionnel » (note sous Cons. constit., 31 janvier 2020, 2019-824 DC), *Droit de la famille*, 2020, n° 4, p. 29

► Lien vers la décision :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriConst.do?oldAction=rechJuriConst&idTexte=CONSTEXT000041569883&fastReqId=862721969&fastPos=1>

● CYTERMANN Laurent, « Plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux - Suppression de l'abattement pour durée de détention (prévu par CGI, art. 150-0 D issu de L. n° 2005-1720, 30 déc. 2005) : renvoi d'une QPC » (concl. sur CE, 11 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 214

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039080642&fastReqId=806811389&fastPos=1>

● CYTERMANN Laurent, « Amende pour infraction aux règles de facturation (CGI, art. 1737) : conditions pour infliger l'amende à l'émetteur de la facture ou à son destinataire » (concl. sur CE, 19 décembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 219

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039648640&fastReqId=1811083733&fastPos=1>

● DAMAREY Stéphanie, « Notion de recettes publiques : le Conseil d'État persiste et signe. À propos de la décision du Conseil d'État du 26 juin 2019, Ruche du 4, n° 417386 », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 98

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038691284&fastReqId=1815413416&fastPos=1>

● DAMAREY Stéphanie et VANDENDRIESSCHE Xavier, «Chronique: de jurisprudence financière: Novembre 2019 à Février 2020 », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 153

● DESBUQUOIS Jean-François, « ISF/IFI : pas d'abattement légal sur la résidence principale détenue par l'intermédiaire d'une SCI », *La revue fiscale du patrimoine*, 2020, n° 4, p. 25

● Dossier « Philippe Séguin dix ans après », *Revue des deux mondes*, avril 2020, p. 24

● DOUAT Etienne, Synthèse du colloque « La fiscalité locale : regards comparatifs » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 80

- DUEZ Audrey et WOOG Elsa, « Mariage. Une récompense ? Mais à quel prix... », *La revue fiscale du patrimoine*, 2020, n° 4, p. 10
  - DUFAL Rémy, « Quel avenir pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ? » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 35
  - FERNOUX Pierre, « Quasi-usufruit ou quasi-abus de droit ? », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 227
  - FERRAND Bénédicte, « Revenus patrimoniaux : quand imposition rime avec association », *Jurisassociation*, n° 617, 15 avril 2020, p. 35
  - FERRARI Sébastien, Chronique « L'Officiel en bref », *BJCL*, 2020, n° 3, p. 235 (« Finances publiques locales », p. 236)
  - FOURNIER DE SAINT JEAN Mayeul et KAEPPELIN Emmanuel, « Covid-19 : impact des ordonnances du 25 mars 2020 sur les règles comptables et de droit des sociétés », *Droit des sociétés*, 2020, n° 4, p. 23
  - FRULEUX François, « La Cour de cassation n'énonce pas qu'une holding animatrice nouvellement créée est éligible à l'exonération Dutreil », *JCP, éd. N*, 2020 (17 avril, n° 17), n° 391
  - GARCIA Léo, « L'intervention du droit souple financier : quelles conséquences pour la liberté et la solidarité intercommunale ? » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 29
  - GAULLIER-CAMUS Florent ? « Exonération pour les bâtiments affectés à un usage agricole : champagne ? » (note sous CE, 27 décembre 2019), *Revue de droit rural*, 2020, n° 482, comm. 81, p. 47
- ▶ Lien vers l'arrêt :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000041485725&fastReqId=259080315&fastPos=1>
- HABIBOU Nathalie et COLASSON Thomas, « Demande de remboursement de TVA en 8e directive : un délai pas si impératif ? » (note sous CAA Versailles, 11 février 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 223
  - HALARD Colin et VU TRAN Clémence, « L'interprétation des lois fiscales ambiguës : *in dubio contra fiscum* », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 231
  - HENRY Baptiste, « Comment évaluer le préjudice financier résultant de l'illégalité d'un régime d'astreinte sur site » imposé aux agents d'un centre hospitalier ? (TA Poitiers, 3 octobre 2019) », *JCP, éd. A*, 2020 (20 avril, n° 16), comm. 2125
  - HERNU Paul, « Réforme de la fiscalité directe locale : attention à la taxe foncière sur les propriétés bâties due par les entreprises », *Gestion & finances publiques*, 2020, n° 2, p. 94
  - HOMO Benjamin, CHAGNEAU Alexandre et VIDEAU Julia, « Transposition de la directive 2018/822 dite DAC 6 : encadrement de l'optimisation fiscale transfrontière », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 222
  - IDOT Laurence, « Covid-19 et contrôle des aides d'Etat », *Europe*, 2020, n° 4, p. 3

● INFOREG, « TVA facturée par erreur par un fournisseur. Les marges de manœuvres d'un assujetti », *Cahiers de droit de l'entreprise*, 2020, n° 2 (mars-avril), p. 42

● KESZLER Gabor et LEQUÉRE-PLUCHON Morgane, « Retour sur 10 ans de gestion budgétaire du Compte d'affectation spéciale Pensions », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 128

● KLOPFER Michel, « Crise sanitaire : quelles mesures juridiques pour prévenir l'effondrement de la recette de CVAE de 2021 pour les collectivités locales ? », *JCP, éd. A*, 2020 (14 avril, n° 15), comm. 2114

● LAFAYE Benjamin et VANCRAEYNEST Cyril, « Incidences pratiques du Covid-19 sur les contrôles fiscaux », *Petites affiches*, 22 avril 2020, n° 81, p. 7

● LALLET Alexandre, « Demandes successives de permis de construire en vue de bénéficier de l'exonération de la taxe communale d'aménagement applicable en Nouvelle-Calédonie : fraude à la loi » (concl. sur CE, 30 janvier 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 218

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000041509270&fastReqId=509305363&fastPos=1>

● LALLET Alexandre, « Accès au dossier fiscal : une demande de communication est sans objet dès lors que les documents sont accessibles sur un espace numérique personnel » (concl. sur CE, 30 janvier 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 220

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000041499806&fastReqId=1772466372&fastPos=1>

● LAMIAUX Serge, « Implications pratiques de la loi de finances pour 2020 en matière de droit d'enregistrement », *La revue fiscale du patrimoine*, 2020, n° 4, p. 22

● LE BERRE Jérôme et SY Alassane, « Mesures de soutien à l'économie française et allègement fiscal en faveur des entreprises touchées par l'épidémie de Covid-19 », *JCP, éd. E*, 2020 (2 avril, n° 14), p. 20

● LE NORMAND-CAILLÈRE Sabrina, « La renonciation à un droit d'usufruit sur titres sociaux au profit d'une société nue-propriétaire : une fausse bonne idée ? » (note sous CE, 14 octobre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 228

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039217418&fastReqId=612398290&fastPos=1>

● MAITROT DE LA MOTTE Alexandre, « Le Conseil constitutionnel et l'insuffisante protection des contribuables face à l'instabilité législative » (note sous Cons. const., 15 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 217

► Lien vers la décision :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriConst.do?oldAction=rechJuriConst&idTexte=CONSTEXT000039423620&fastReqId=371845992&fastPos=1>

- MAITROT DE LA MOTTE Alexandre, « Les conditions d'application de l'article 182 B du CGI et le droit de l'Union européenne : le plan de continuité pédagogique du Conseil d'État » (note sous CE, 22 novembre 2019, avec les concl. K. CIAVALDINI), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 224

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039420588&fastReqId=330968658&fastPos=1>

- MARTIN Julien, « Chronique annuelle de droit constitutionnel local », *BJCL*, 2020, n° 3, p. 163 (avec une partie de la chronique consacrée au droit constitutionnel financier, pp. 163-168)

- MASSIAC Alice (de) et MAIGNAN Clara, « Gel des versements de dividendes : mode d'emploi », *JCP, éd. E*, 2020 (30 avril, n° 18), n° 1190, p. 44

- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Les règles fixant les changements pouvant être pris en compte annuellement (CGI, art. 1517, I, 1) s'appliquent aux établissements industriels » (concl. sur CE, 19 décembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 229

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039648601&fastReqId=974941485&fastPos=1>

- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Absence de caractère sérieux d'une QPC portant sur le rehaussement de 1,7 % du taux de la CSG résultant de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 » (concl. sur CE, 2 décembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 233

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039442451&fastReqId=1722522045&fastPos=1>

- MEURANT Cédric, « Le contentieux de la fiscalité locale entre personnes publiques » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 22

- MORGENSTERN Patrick, « Report en arrière du déficit d'ensemble - Groupes intégrés successifs : le principe d'indépendance » (note sous CE, 2 décembre 2019), *JCP, éd. E*, 2020 (2 avril, n° 14), p. 55

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039442405&fastReqId=1518331254&fastPos=1>

- NAZON Romaric, « Le régionalisme fiscal initiateur d'unité et de désunion au travers de l'Espagne et de l'Italie » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 48

- NICOLAZO DE BARMON Marie-Astrid, « Droit à restitution né du plafonnement des impôts directs (bouclier fiscal) : existence d'une créance protégée par la Convention EDH » (concl. sur CE, 19 décembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 215

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000041485721&fastReqId=1298574491&fastPos=1>

- PANDO Annabelle, « Abus de droit : démembrement de propriété et article 238 bis K du CGI », *Petites affiches*, 1<sup>er</sup> avril 2020, n° 66, p. 7
- PANDO Annabelle, « Cession de titres et quasi-usufruit : qui paie l'impôt sur les plus-values ? », *Petites affiches*, 6 avril 2020, n° 69, p. 3
- PANDO Annabelle, « Covid-19 : détail des mesures fiscales d'urgence », *Petites affiches*, 24 avril 2020, n° 83, p. 8
- PAULHAC Camille, « Covid-19, aides d'Etat et nationalisations : à situation exceptionnelle, réactions exceptionnelles », *Contrats Concurrence Consommation*, 2020, n° 4, p. 2
- PECQUEUR Olivier, « TVA sur marge : le Conseil d'Etat se range à la position de l'administration fiscale... (CE, 27 mars 2020) », *JCP, éd. N*, 2020 (10 avril, n° 15-16), n° 371, p. 12

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000041775165&fastReqId=1198380254&fastPos=1>

- PÉJOUT Olivier, Chiffre d'affaires et bénéficiaires : les nouvelles cibles de la Commission en matière de fiscalité du numérique », *RTDEur.*, 2020, n° 1, p. 7
- PERROTIN Frédérique, « Vers un budget vert », *Petites affiches*, 2 avril 2020, n° 67, p. 4
- PERROTIN Frédérique, « Crise sanitaire et mécénat », *Petites affiches*, 29 avril 2020, n° 86, p. 6
- PONTIER Jean-Marie, « Diversité et unité des fonds d'indemnisation en matière de santé », *RDSS*, 2020, n° 2, p. 318
- PUISSANT Jordan, « Les économies numériques et collaboratives, des opportunités nouvelles de refonte de la fiscalité locale ? » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 65
- RISKWAIT Mirza, « Les nouveaux enjeux de la fiscalité ultra-marine » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 54
- RUDEAUX Sandrine, « Recours pour excès de pouvoir contre une instruction fiscale : un, deux mois, partez ! » (note sous CE, 13 mars 2020, avec les concl. K. CIAVALDINI), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 225

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000041722643&fastReqId=5928137&fastPos=1>

- SALOMON Renaud, « Droit pénal fiscal », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 230
- SAOUDI Messaoud, « La fiscalité locale : regards comparatifs. Simple évolution ou révolution ? » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 5
- SAOUDI Messaoud, « La taxe de séjour, un modèle de taxe locale à l'ère numérique ? » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 71

- SEMPASTOUS Vincent, « La persistance de l’octroi de mer : quels enseignements pour l’évolution de la fiscalité locale ? » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 59
- STANKIEWICZ Lukasz, « Fiscalité locale en Europe: des difficultés d’une démarche comparative » (actes du colloque de Lyon, 10 octobre 2019, La fiscalité locale : regards comparatifs), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 2, p. 42
- STERDYNIAC Henri, « Pour en finir avec la monnaie hélicoptère », *Blog Médiapart* (9 avril 2020) : <https://blogs.mediapart.fr/henri-sterdyniak/blog/090420/pour-en-finir-avec-la-monnaie-helicoptere>
- STERDYNIAC Henri, « Toujours la monnaie hélicoptère », *Blog Madiapart* (11 avril 2020) : <https://blogs.mediapart.fr/henri-sterdyniak/blog/110420/toujours-la-monnaie-helicoptere>
- STERDYNIAC Henri, « Les dettes publiques au temps du Coronavirus », *Note des Économistes Atterrés* (23 avril 2020) : <http://www.atterres.org/article/les-dettes-publiques-au-temps-du-coronavirus>
- THOMAS Etienne, « Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (janvier/mars 2020) », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 226
- TORET Matthieu, « Confinement : tout en exhortant les Français à ne pas se déplacer, Bercy prévoit une stabilité de ses recettes fiscales sur les carburants », *Petites affiches*, 21 avril 2020, n° 80, p. 6
- VICTOR Romain, « Elimination des doubles impositions : prise en compte des déficits fonciers de source allemande pour déterminer le montant des revenus imposables en France » (concl. sur CE, 19 décembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 216
  - ▶ Lien vers l’arrêt : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039648664&fastReqId=1378545105&fastPos=1>
- VICTOR Romain, « TASCOM : le critère d’exclusivité pour les surfaces anormalement élevée validé » (concl. sur CE, 23 janvier 2020), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 234
  - ▶ Lien vers l’arrêt : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000041478782&fastReqId=1189190965&fastPos=1>
- VINSONNEAU Arnaud, « Synthèse des décisions de la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociales rendues en 2018 », *RDSS*, 2020, n° 2, p. 363
- WOLF Marc, « Evaluer la “flat tax” face au choc pandémique (introduction) », *Les blogs d’Alternatives économiques* (mis en ligne le 30 avril 2020) : <https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2020/04/30/evaluer-la-flat-tax-face-au-choc-pandemique-introduction>
- WOLF Olivier et WOLF Marc, « La suppression de la TH : point d’arrivée ou nouveau départ de la décentralisation ? », *Gestion & finances publiques*, 2020, n° 2, p. 85

\*\*\*

► **Rapports, référés et observations définitives récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en avril 2020)

\* *Le budget de l'Etat en 2019 (résultats et gestion)* (mis en ligne le 28 avril 2020) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-budget-de-letat-en-2019-resultats-et-gestion>

\* *Certification des comptes 2019 de l'Etat* (mis en ligne le 28 avril 2020) :

Rapport : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-04/20200428-rapport-certification-comptes-Etat-exercice-2019.pdf>

Synthèse : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-04/20200428-synthese-certification-comptes-Etat-exercice-2019.pdf>

\* *L'action de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative* (référé mis en ligne le 24 avril 2020) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/51661>

\* *La fondation Maison des sciences de l'homme* (référé mis en ligne le 16 avril 2020) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-04/20200416-refere-S2020-0098-FMSH.pdf>

\* *La contribution de la politique du logement à l'amélioration de la situation de l'emploi* (référé mis en ligne le 2 avril 2020) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/51621>

\* Voir aussi la page Covid19 - Urgence sanitaire : les juridictions financières vous éclairent (« *Afin d'éclairer le débat et de vous informer, les juridictions financières vous proposent de lire ou de relire leurs rapports en lien avec la situation d'urgence sanitaire ou l'état des finances publiques* ») :

<https://www.ccomptes.fr/fr/actualites/urgence-sanitaire-les-juridictions-financieres-vous-eclairent>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en avril 2020)

\* Les dépenses consacrées par l'UE à l'efficacité énergétique des bâtiments ne sont pas effectuées dans une optique de rentabilité (mis en ligne le 28 avril 2020) :

Rapport :

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR20\\_11/SR\\_Energy\\_efficiency\\_in\\_buildings\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR20_11/SR_Energy_efficiency_in_buildings_FR.pdf)

\* Les dépenses de l'UE en faveur des sites culturels devraient être mieux ciblées et coordonnées (mis en ligne le 23 avril 2020) :

Rapport :

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR20\\_08/SR\\_Cultural\\_investments\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR20_08/SR_Cultural_investments_FR.pdf)

\* Mise en œuvre de la politique de cohésion de l'UE: coûts relativement faibles, mais manque d'informations pour pouvoir évaluer les économies liées à la simplification (mis en ligne le 16 avril 2020) :

Rapport : <https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=53380>

\* L'atténuation des effets de la pandémie de COVID-19 au moyen de l'utilisation des Fonds structurels de l'UE requiert un équilibre entre une plus grande flexibilité et l'obligation de rendre compte (mis en ligne le 15 avril 2020) :

Avis : [https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/OP20\\_03/OP20\\_03\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/OP20_03/OP20_03_FR.pdf)

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne en avril 2020)

*Assemblée nationale*

\* Loi de finances rectificatives pour 2020 (loi n° 2020-473 du 25 avril 2020) :  
Dossier législatif : [http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/plfr2\\_2020](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/plfr2_2020)

*Sénat*

\* Loi de finances rectificatives pour 2020 (loi n° 2020-473 du 25 avril 2020) :  
Dossier législatif : <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl19-403.html>

► **Parlement européen** (mis en ligne en avril 2020)

[pour mémoire]

► Ouvrages intéressant les finances publiques mis en ligne sur ou via le site **Gallica** aux mois de mars 2020

\* JAURÈS Jean : « Période révolutionnaire », 1913, article de presse (1 colonne) :  
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5399984s?rk=21459;2>

\* JAURÈS Jean : « Singulière préface », 1913, article de presse (1 colonne) :  
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5399981j?rk=42918;4>

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** en avril 2020

\* Article introuvable de Michel DIDIER « Méthodes et instruments de la politique budgétaire », *RFFP*, n° 46, 1994 :  
<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-michel-didier-methodes-et-instruments-de-la-politique-budgetaire-in-rffp-ndegree46-1994>

\* Article introuvable de Jean Paul FITOUSSI « Politique budgétaire et régulation de l'activité économique : un sujet controversé », *RFFP*, n° 46, 1994 :  
<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-jean-paul-fitoussi-politique-budgetaire-et-regulation-de-lactivite-economique-un-sujet-controverse-in-rffp-ndegree46-1994>

\* Article introuvable de Michel LASCOMBE « La reconnaissance d'utilité publique des dépenses », *RFFP*, n° 66, 1999 :  
<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-michel-lascombe-la-reconnaissance-dutilite-publique-des-depenses-in-rffp-ndegree66-1999>

\* Article introuvable de Vincent CATTOIR-JONVILLE « Aux origines de la gestion de fait, la gestion occulte », *RFFP*, n° 66, 1999 :  
<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-vincent-cattoir-jonville-aux-origines-de-la-gestion-de-fait-la-gestion-occulte-in-rffp-ndegree66-1999>

## ► Divers

### OCDE

- \* *Les impôts sur les salaires 2020*, OCDE, avril 2020, 655 p.

*Cette publication phare annuelle contient des informations détaillées sur les impôts payés sur les salaires dans les pays de l'OCDE. Elle couvre les impôts sur le revenu et les cotisations de sécurité sociale payés par les salariés, les cotisations de sécurité sociale et taxes sur les salaires versées par leurs employeurs, et les transferts en espèces perçus par les travailleurs. L'objectif est de montrer comment ces taxes et prestations sont calculées dans chaque pays membre et d'examiner leurs impacts sur le revenu des ménages. Les résultats permettent aussi de faire des comparaisons internationales quantitatives des coûts de main-d'œuvre et de la situation globale vis-à-vis de l'impôt et des prestations des célibataires et des familles à différents niveaux de revenus. Cette publication présente des taux effectifs moyens et marginaux d'imposition sur les coûts de main-d'œuvre pour huit types de ménages représentatifs dont le niveau du salaire et la composition diffèrent (célibataires, parents isolés, couples avec un ou deux salaires et avec ou sans enfant). Les taux moyens d'imposition mettent en évidence le pourcentage de la rémunération brute ou des coûts de main-d'œuvre représenté par les impôts et les prélèvements sociaux, avant et après transferts en espèces, et les taux marginaux d'imposition correspondent à la partie d'une augmentation minimale de la rémunération brute ou des coûts de main-d'œuvre reversée sous la forme d'impôts. L'édition 2020 des Impôts sur les salaires inclut une étude spéciale intitulée « L'influence des systèmes fiscaux sur le choix de la forme d'emploi ».*

- \* *Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales : Suisse 2020 (Deuxième cycle) : Rapport d'examen par les pairs sur l'échange de renseignements sur demande*, OCDE, avril 2020, 110 p.

- \* *Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends – Rapport par les pairs de PA, France (Phase 2) : Cadre inclusif sur le BEPS : Action 14*, OCDE, avril 2020, 92 p.

*Aux termes de l'Action 14, les juridictions se sont engagées à mettre en œuvre un standard minimum afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la procédure amiable (PA). La PA est prévue à l'article 25 du modèle de convention fiscale de l'OCDE et engage les pays à s'efforcer de résoudre les différends relatifs à l'interprétation et à l'application des conventions fiscales. Le Standard Minimum de l'Action 14 a été traduit en termes de référence précis, et une méthodologie a été établie pour le processus d'examen par les pairs et le suivi de cet examen.*

*Le processus d'examen par les pairs se déroule en deux phases. La première phase consiste à évaluer les juridictions par rapport aux termes de référence du standard minimum, selon un calendrier d'examen convenu. La seconde phase procède au suivi des recommandations formulées dans le rapport d'examen par les pairs de phase 1 des juridictions. Le présent rapport reflète les résultats de l'évaluation par les pairs de phase 1 de la mise en œuvre du Standard Minimum de l'Action 14 par la France.*

- \* *Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends – Rapport par les pairs de PA, Luxembourg (Phase 2)*, OCDE, avril 2020, 80 p.

*Aux termes de l'Action 14, les juridictions se sont engagées à mettre en œuvre un standard minimum afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la procédure amiable (PA). La PA est prévue à l'article 25 du modèle de convention fiscale de l'OCDE et engage les pays à s'efforcer de résoudre les différends relatifs à l'interprétation et à l'application des conventions fiscales. Le Standard Minimum de l'Action 14 a été traduit en termes de référence précis, et une méthodologie a été établie pour le processus d'examen par les pairs et le suivi de cet examen. Le Standard Minimum est complété par un ensemble de bonnes pratiques.*

*Le processus d'examen par les pairs se déroule en deux phases. La première phase consiste à évaluer les juridictions par rapport aux termes de référence du standard minimum, selon un calendrier d'examen convenu. La seconde phase procède au suivi des recommandations formulées dans le rapport d'examen par les pairs de phase 1 des juridictions. Le présent rapport reflète les résultats de l'évaluation par les pairs de phase 1 de la mise en œuvre du Standard Minimum de l'Action 14 par le Luxembourg, qui s'accompagne d'un document traitant de la mise en œuvre des bonnes pratiques.*

- \* *Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales : Tunisie 2020 (Deuxième cycle) : Rapport d'examen par les pairs sur l'échange de renseignements sur demande*, OCDE, avril 2020, 110 p.

- \* *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire mars 2020. Coronavirus : l'économie mondiale menacée*, OCDE, mars 2020, 12 p.

## **FMI**

\* *Perspectives de l'économie mondiale. Avril 2020* (14 avril 2020) :

<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>

\* *Rapport sur la stabilité financière dans le monde. Avril 2020* (14 avril 2020) :

<https://www.imf.org/fr/Publications/GFSR/Issues/2020/04/14/global-financial-stability-report-april-2020>

\* *Moniteur des finances publiques* (15 avril 2020) :

<https://www.imf.org/fr/Publications/FM/Issues/2020/04/06/fiscal-monitor-april-2020>

## **France Stratégie**

\* *Le prélèvement social des travailleurs indépendants* (mis en ligne le 10 avril 2020) :

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/prelevement-social-travailleurs-independants-diagnostic-propositions>

## **Banque de France et BCE**

\* *Documents de travail, n° 761 : Politiques monétaires non conventionnelles : un bilan* :

<https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/wp761.pdf>

\* *Documents de travail, n° 764 : Consolidations budgétaires et informalité en Amérique latine et à la Caraïbe* :

<https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/wp764.pdf>

\* *Documents de travail, n° 765 : L'opinion publique sur les banques centrales lorsque la politique économique est incertaine* :

<https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/wp765.pdf>

## **AFT**

\* *Bulletin mensuel, AVRIL 2020, n° 359* :

[https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7\\_Publications/7.2\\_BM/BM\\_2020/359\\_Bulletin%20Mensuel%20avril%202020.pdf](https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2020/359_Bulletin%20Mensuel%20avril%202020.pdf)

## **A noter aussi**

\* Tax Justice Network, *The axis of tax avoidance. Time for the EU to close Europe's tax havens*, 28 avril 2020 :

[https://www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2020/04/The-axis-of-tax-avoidance\\_Tax-Justice-Network\\_April-2020-1.pdf](https://www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2020/04/The-axis-of-tax-avoidance_Tax-Justice-Network_April-2020-1.pdf)

**Publication de la SFFP**

Pour tout contact : [sffpmail@gmail.com](mailto:sffpmail@gmail.com)



@SFFP2017

**Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel (11 n°/an) de *La Lettre de la SFFP***

**ISSN : 2608-5690**